

Chômage et boule de cristal

►►► Suite de la chronique de Philippe Askenazy

Renversant le credo de son Parti social-démocrate, le SPD, il favorise les « mini-jobs ». Via une procédure simplifiée, un employeur peut embaucher n'importe qui – chômeur, travailleur – pour un salaire faible et en payant des cotisations forfaitaires réduites ; le titulaire du job ne paie ni impôt ni cotisation sur ses revenus.

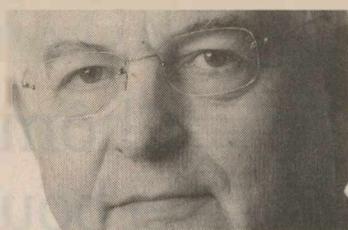
Le dispositif a eu un succès immédiat. De 2003 à 2004, 2 millions de nouveaux mini-jobs ont été créés. Cependant, les titulaires étant dans leur grande majorité déjà en emploi, l'impact sur les chiffres fut faible. Le chômage de longue durée demeurait massif.

D'où la création, en janvier 2005 pour ces publics « difficiles », des « *ein euro jobs* », les jobs à un euro de l'heure, emplois aidés d'utilité collective. L'idée évoquée par le gouvernement Fillon de contrats aidés pour les chômeurs en fin de droit est basée sur le même principe : faire baisser le chômage de longue durée par un traitement social.

Malgré ces dispositifs, le chômage allemand ne diminuait pas. Hartz ne visait pas une manipulation des chiffres mais une « modernisation » du marché du travail germanique. Celle-ci est donc aussi passée par une politique d'« activation » des dépenses sociales. Elle a abouti à une hausse des recherches d'emploi par les titulaires du revenu minimum allemand, donc plus de chômeurs officiels. Cette fois, c'est le revenu de solidarité active (RSA) qui reprend ce principe.

La politique actuelle en France présente les mêmes logiques que celles de M. Schröder. Elle devrait donc avoir les mêmes conséquences. Les chiffres du chômage allemand, tantôt rassurants, tantôt inquiétants, étaient devenus illisibles pour les citoyens. La masse des travailleurs pauvres a progressé. Une réalité, elle, bien perçue par les citoyens ; il n'y a pas besoin d'une boule de cristal pour sentir la souffrance sociale. ■

Philippe Askenazy est directeur de recherche au CNRS, Ecole d'économie de Paris.



L'éclairage

Après le succès des plans de relance et l'ébauche de régulation internationale, le retour à des politiques de rigueur serait une erreur

Un monde en convalescence

Par Martin Wolf

L'impression laissée à un participant de la réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos, du 27 au 31 janvier, est celle de se trouver au chevet d'une personne ayant survécu à une crise cardiaque mais dont on ne sait pas très bien combien de temps il lui faudra pour recouvrer toute sa vigueur ni même si elle y parviendra.

Le moment culminant fut la séance consacrée aux perspectives économiques. Le point de départ de la discussion s'était imposé de lui-même : le succès éclatant des interventions politiques de la fin 2008 et de l'année 2009. Elles ont débouché sur une récession bien plus modérée et plus brève que ce que la plupart des participants redoutaient il y a un an. Dans presque toutes les économies significatives, les prévisions de croissance pour cette année sont plus fortes qu'elles n'étaient il y a un an ou même six mois. L'économie mondiale a survécu à la crise cardiaque du système financier.

Elle a pu le faire grâce à des relances monétaires et budgétaires sans précédent en temps de paix. Elles étaient essentielles, et elles ont réussi. Il était inévitable que les plus grosses augmentations des déficits budgétaires s'observent là où la bulle de crédit du secteur privé avait été la plus forte : Etats-Unis, Royaume-Uni et Espagne.

La grande question de cette année sera de déterminer à quel moment il conviendra d'abandonner ces mesures, et par lesquelles commencer. Une très grosse pression se fait sentir à travers le monde pour amorcer le resserrement dès maintenant. Certains – notam-

ment au sein du Parti républicain américain – affirment que, puisque l'économie n'a pas retrouvé le plein emploi, cela signifie que la relance a échoué et que l'on doit y renoncer immédiatement. Qu'elle n'ait pas été d'une ampleur suffisante est sans doute une explication plus plausible. Mais la politique n'aime pas les affirmations en négatif : « *Nous vous avons sauvés d'une dépression* » n'est pas un slogan électoralement rentable.

Sir Martin Sorrell, de la holding WPP, a créé l'idéogramme LUV pour décrire les trois courbes du redressement économique, respectivement en Europe, en Amérique du Nord, et dans les économies émergentes. Ce qu'il faut faire dépend de l'état des différentes économies, les éléments plaidant pour le prolongement de la relance

Il n'existe aucun signe fort d'une augmentation de la demande privée dans les pays à hauts revenus

étant les plus manifestes en Europe, et les moins prononcés dans les pays émergents, qui ont déjà amorcé leur rebond. Cela a été souligné par Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), qui a ensuite attiré l'attention sur un autre point : si nous sortons trop tard des plans de relance, nous gaspillerons des ressources dans des déficits publics et des dettes excessifs ; si nous les abandonnons de façon prématurée, nous risquons de subir un « double plongeon » dévastateur pour la confiance. Au vu de cette asymétrie, il importe de

ne pas retirer trop tôt les plans de relance.

Il n'existe pour l'instant aucun signe fort d'une augmentation de la demande finale du secteur privé dans les pays à hauts revenus. Tant que cette situation perdurera, il serait dangereux de procéder à un retrait prématuré du soutien budgétaire. Ce qu'il faut, ce sont des plans crédibles de consolidation budgétaire à moyen terme, mais dont la mise en œuvre dépende des conditions économiques. En attendant, la politique monétaire doit poursuivre ses mesures de soutien.

La sortie de crise ne représente cependant que le défi le plus immédiat. Deux tâches restent à accomplir sur le plus long terme : la réforme du secteur financier et le rééquilibrage durable de la demande dans l'économie mondiale. Or sur

ces deux points, personne n'a pu quitter Davos en étant optimiste. Quels que soient ses mérites, l'annonce unilatérale par le président Obama des « règles Volcker », concernant les opérations de spéculation sur fonds propres, a été un choc, même si certains ont salué un nouvel élan politique. Redisons-le, il paraît douteux que le « *programme d'évaluation mutuelle* » lancé à Pittsburgh, aux Etats-Unis, par les chefs de gouvernement du G20 en septembre 2009 obtienne le soutien nécessaire. Mais beaucoup trop de pays comptent sur une croissance emmenée par les expor-

tations comme moyen de contrebalancer l'abandon de leur relance intérieure. C'est la recette même de la stagnation. Car la Terre, n'est-ce pas, ne peut espérer enregistrer des excédents de comptes courants avec les habitants de Mars.

Ce qui nous laisse face à une grande question : nous sera-t-il possible d'assumer une économie mondiale ouverte ? Les représentants des économies émergentes y restent fortement favorables. Mais comme le président de la République, Nicolas Sarkozy, s'est complu à le souligner dans son discours d'introduction, la crise financière a entamé la légitimité de l'économie de marché mondialisée aux yeux de nombreux Occidentaux. A vrai dire, on a eul'impression que, à plusieurs moments de son intervention, M. Sarkozy se posait en contestataire antimondialisation !

Lawrence Summers, le principal conseiller économique de M. Obama, a aussi insisté sur le fait que « *ce que nous constatons aux Etats-Unis et peut-être dans d'autres endroits, c'est à la fois un redressement statistique et une récession humaine* ». A ses yeux, vu la combinaison d'un chômage élevé et des « *politiques mercantilistes* » menées dans certaines régions du monde, il est difficile de défendre politiquement, et peut-être même intellectuellement, le commerce libéral. A moins que le redressement s'avère beaucoup plus vigoureux que prévu, le chômage restera élevé dans les pays occidentaux, avec tous les dangers politiques que cela comporte.

Les plus gros défis sont donc d'ordre politique. Les dirigeants mondiaux ont montré une capacité impressionnante à gérer la crise.

La volonté de coopération démontrée en 2009, dont la montée en puissance du G20 n'est pas le moindre signe, a été remarquable. Mais une telle coopération devient beaucoup plus difficile lorsqu'on en revient à une politique plus routinière, notamment en raison du chômage élevé et des profondes divisions politiques manifestes aux Etats-Unis, qui demeurent la puissance mondiale hégémonique.

L'Union européenne reste inefficace. L'incapacité de la zone euro à reconnaître que sa périphérie ne pourra pas s'extraire du piège budgétaire dans lequel elle se trouve sans une forte augmentation de la demande en son centre en est la preuve. La Chine aussi se regarde le nombril. Zhu Min, le gouverneur de la Banque populaire de Chine (banque centrale), a promis un rééquilibrage. Mais les Chinois y procéderont-ils lorsque les mesures de relance actuelles seront retirées ?

Nous avons affaire à une économie mondiale, tandis que les politiques restent locales. En période de crise, l'urgence de prendre soin de la première domine les secondes. Mais, à présent, nous sommes confrontés à une tâche différente : celle de mener à bien notre convalescence. Personne n'imagine que gérer cette transition sera chose aisée. Mais l'équilibre mondial des pouvoirs continuant à se modifier d'année en année, ce défi doit être relevé. S'il ne l'est pas, l'économie et la coopération mondiales pourraient s'écrouler. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © FT. (Traduit de l'anglais par Gilles Berton.)